



PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
N°IC 2004/7435
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor,

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1° de la nomenclature ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ; et celle du 8 octobre 1981
- VU l'arrêté préfectoral du 12 mars 1973, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « LE BUHAN Robert », autorisant en PEUMERIT QUINTIN au lieu-dit « Kermarc » l'exploitation d'un élevage avicole de 15000 animaux équivalents (*poulets de chair*) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 octobre 1981, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « LE RAY Hervé » (*reprise, d'une part, par M. et Mme Brigitte et René LE RAY et, d'autre part, par « l'E.A.R.L. des TROIS ETANGS »*), autorisant en PEUMERIT QUINTIN au lieu-dit « Goas Arhant » l'exploitation d'un élevage avicole de 50000 animaux équivalents (soit 25000 pondeuses en extension de 25000 pintades) ;

- VU la demande présentée le 20 novembre 2000 par **M. René LE RAY**, au titre d'une installation classée sise « Kersolec » en PEUMERIT QUINTIN, en vue de la régularisation administrative d'un élevage avicole de 72800 animaux équivalents (*44800 poulets de chair sur le site « Goas Arhant » et 28000 poulets de chair sur le site « Kermarc »*), en PEUMERIT QUINTIN (Sections A2 N°428-429 et B1 N°191);
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de TREMARGAT (18 mars 2002) - KERGRIST MOELOU (7 mars 2002) - KERIEN (28 janvier 2002) - LANRIVAIN (25 février 2002) - MAEL PESTIVIEN (4 mars 2002) - PEUMERIT QUINTIN (26 mars 2002) - SAINT NICODEME (1er mars 2002);
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU les rapports en date du 10 juin 2003, du 3 janvier 2005 et du 26 octobre 2006 de l'Inspecteur des Installations Classées ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 10 novembre 2004 ;
- VU le courrier recommandé du 17 janvier 2005, adressé à l'exploitant pour lui communiquer un projet d'arrêté portant refus partiel de sa demande, et son courrier en réponse du 22 janvier 2005 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que le pétitionnaire ne respecte pas les distances prescrites par la réglementation en cours, du fait de l'implantation de l'élevage (« Goas Arhant ») à 92 mètres, (« Kermarc ») 47 mètres, 52 mètres et 66 mètres des tiers les plus proches ;
- CONSIDERANT que tous les tiers concernés ont donné leur accord ;
- CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du BLAVET;
- CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de SAINT NICOLAS DU PELEM, dont le seuil d'obligation de traitement est de 17500 UN et le plafond d'épandage 105 ha ;
- CONSIDERANT que l'exploitation produit 13408 UN, dont 12200 UN seront mises à la disposition de 2 prêteurs et 1208 UN réparties sur 9,23 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 131,3 UN/ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation se situe dans un site particulièrement sensible, en raison notamment de la proximité de la retenue de KERNE UHEL, ressource d'importance départementale pour l'alimentation en eau potable (risque d'eutrophisation);

CONSIDERANT que des parcelles du plan d'épandage sont incluses dans le périmètre de protection du barrage de KERNE UHEL en zone complémentaire Z2 ; ;

CONSIDERANT que la surface globale des poulaillers est de 2600 m² (surface non modifiée depuis leur création), ce qui est sensiblement supérieur au seuil E.D.E.I. (soit 2400 m² de bâtiment de volailles de chair) ;

CONSIDERANT que l'effectif présent au 1^{er} janvier 1994 était, sur le site de « Goas Arhant », de 11000 dindes de chair et, sur le site de « Kermarc », 15000 pintades ; ;

CONSIDERANT qu'un poulailler de 20000 poules pondeuses sur le site de « Goas Arhant » est actuellement exploité (depuis le départ à la retraite de M. Hervé LE RAY) par l'installation classée « E.A.R.L. des TROIS ETANGS » composé par M. et Mme Barthélemy LE RAY, pour laquelle un arrêté a été pris le 12 mai 2006 ;

CONSIDERANT que la production porcine sur le site de « Goas Arhant » a été abandonnée depuis 1995 et que, de ce fait, le récépissé de déclaration du 5 mars 1993, relatif à un élevage porcin de 200 pl. engraissement, est caduc ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1^{er} -

Monsieur René LE RAY est autorisé, au titre de l'installation classée sise « Kersolec » en PEUMERIT QUINTIN, à installer et exploiter aux lieux-dits « Goas Arhant » et « Kermarc » (sections A2 N°428-429 et B1 N°191), en PEUMERIT QUINTIN, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 72800 animaux équivalents en présence simultanée, répartis comme suit :

Site « Goas Arhant »	Site « Kermarc »	
44800 poulets de chair	28000 poulets de chair	soit 72800 animaux équivalents
<i>Total : 44800 animaux</i>	<i>Total : 28000 animaux</i>	<i>Total : 72800 animaux équivalents</i>

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 1000 m² pour l'élevage de « Kermarc » en PEUMERIT QUINTIN et 1600 m² pour l'élevage de « Goas Arhant » en PEUMERIT QUINTIN.

2.1.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.3. - Une plate-forme bétonnée et couverte sera aménagée sur chaque site (*ou une plate-forme commune pour les deux sites de production*) pour le stockage du fumier pendant une durée minimale de 6 mois.

2.1.4. - Le stockage du fumier est interdit sur les sites de production en dehors des ouvrages de stockage aménagés ainsi que sur les parcelles du plan d'épandage situées dans les périmètres immédiat et rapproché (zone 1 et 2) de la retenue d'eau de « Kerné Uhel » pour l'alimentation en eau public.

2.1.5. - Les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral (*existant et futur*) réglementant la retenue d'eau de « Kerné Uhel » pour l'alimentation en eau du public devront être respectées sans délai par l'éleveur.

2.2. - *Epandage des déjections*

Le pétitionnaire devra utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène.

2.3. - *Sécurité :*

2.3.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum de la classe Euroclasse D.

2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur les aires de stockage du fumier et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.3.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.4. - *Délai pour réaliser les travaux :*

Les travaux seront réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 3

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 4 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 5 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PEUMERIT QUINTIN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PEUMERIT QUINTIN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 6 -

Les décisions préfectorales susvisées du 12 mars 1973 et celle du 8 octobre 1981 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

ARTICLE 7 -

«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de PEUMERIT QUINTIN, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de TREMARGAT - KERGRIST MOELOU - KERIEN - LANRIVAIN - MAEL PESTIVIEN - SAINT NICODEME.*

SAINT-BRIEUC, le - 4 JUIN 2007

LE PREFET,

Pour le PREFET,

Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT

